



EN GUERRE ?!

Pour la seconde fois cette année, ce vendredi 13 novembre, la barbarie poussée par une idéologie meurtrière a frappé une nouvelle fois, directement dans les rues de Paris et dans des lieux publics, semant mort et désolation sur son passage. Cette fois-ci, ce ne sont pas des caricaturistes iconoclastes et irrévérencieux qui étaient visés, ni les représentants d'une communauté particulière qui sont tombés mais des passants, des habitants de la ville, des anonymes, ayant pour seule envie : profiter d'une soirée tranquille dans les restaurants de la ville ou dans une salle de spectacle. Ce n'est plus un symbole de la liberté d'expression que l'on a voulu abattre mais une manière de vivre et de profiter de la vie qui a été prise pour cible : la vie quotidienne de tout un chacun. Après la liberté d'expression et le droit au blasphème, c'est dans des lieux de loisirs, de culture ou de fête que s'est déroulée la tragédie de ce vendredi noir. Cette haine de la vie et de la joie est la manifestation d'un fanatisme mortifère et de l'obscurantisme le plus sombre.

Sans que l'on sache encore ce qu'il adviendra des nombreux blessés en urgence absolue que l'on tente de sauver, la communauté universitaire a déjà payé un lourd tribut avec des étudiants et des personnels sauvagement assassinés. Des camarades ont aussi été victimes de cette folie avec tant d'autres dont nous découvrons avec effroi le destin tragique. La CGT FERC Sup exprime sa compassion envers toutes les victimes et assure de son soutien leur entourage et leurs familles, si durement éprouvées, en s'associant à leur deuil.

L'obscurantisme entend s'approprier le monde en dominant progressivement tous les aspects de la vie sociale. Il flatte les instincts les plus vils. Il produit des clans, des castes, des tribus qui n'ont d'autre échappatoire que l'arrogance, la brutalité et le refus de l'autre qu'il faut éliminer.

Dès le 14 novembre, François Hollande puis Manuel Valls se sont empressés de déclarer que le pays était entré en guerre, ce que la totalité des médias relaient à longueur de journée.

Sans rien résoudre, l'état d'urgence prolongé à trois mois, le renforcement des dispositifs sécuritaires et répressifs vont permettre de limiter au strict minimum les exigences démocratiques. Sous couvert de menace intérieure terroriste, on autorise les écoutes, la surveillance du courrier électronique, les perquisitions à toute heure, les gardes à vue illimitées, les détentions administratives... En habituant la population au quadrillage policier et militaire, en abolissant les droits au secret et à l'intimité, c'est l'état d'exception qui va imposer sa norme à toutes et à tous.

« Cela va être long », « ça va durer » et « il va falloir s'y habituer » répète à l'envi notre premier ministre.

Sous le couvert de « guerre contre le terrorisme » et par l'état d'urgence prolongé, c'est un arsenal répressif d'exception qui se met en place sous nos yeux. Il s'agit d'empêcher à tout prix la moindre manifestation de résistance sociale contre la stratégie impérialiste du chaos organisé.

C'est bien dans la lutte des classes et l'émergence d'une conscience de classe que nous trouverons les ressorts qui nous permettront de faire front collectivement et d'éradiquer l'obscurantisme entretenu par le capitalisme morbide.

Alors qu'on veut nous imposer partout la culture de la performance, de la compétition et de la concurrence entre tout et tous, alors que la sélection, l'exclusion et l'élimination des concurrents sont proposées comme remèdes aux illusions individuelles, c'est la solidarité entre les travailleuses et les travailleurs que nous devons cultiver et défendre avec fermeté.

La culture et l'éducation sont les seules armes de dissuasion dont nous acceptons de faire usage, dans une société laïque qui est seule garante d'une vie collective apaisée où chacun peut trouver sa place, s'épanouir et marcher vers l'émancipation.